La rénovation urbaine n’a pas endigué la pauvreté et le chômage dans les cités

21/10/2010 à 16h38

La politique de rénovation urbaine lancée en 2003 n’a pas réussi à endiguer la pauvreté et le chômage dans les banlieues où ces fléaux se maintiennent à des “niveaux élevés”, selon un rapport parlementaire rendu public jeudi.

Réalisé par huit députés dans le cadre d’une mission du Comité d’évaluation et de contrôle des politiques publiques de l’Assemblée nationale, le document note que “la pauvreté et le chômage demeurent dans les quartiers sensibles à des niveaux élevés, sans amélioration réelle par rapport au reste du pays”. (…)

Dans les Zones urbaines sensibles (ZUS), le taux de chômage “plus de deux fois plus élevé que dans le pays” grimpe jusqu’à 30% dans des dizaines de quartiers. (…)

Avec un montant global de 34,2 milliards d’euros, le PNRU constitue un pivot de la politique du gouvernement pour la période 2004-2013 dans près de 500 quartiers défavorisés.

Sur ce montant, l’Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) apporte un financement d’environ 30% (le reste du programme étant financé par bailleurs, régions, départements et autres). Les élus réclament déjà un PNRU 2.

Le Parisien